

Programme de la Nupes : gare à la flambée de l'inflation... et des inégalités

Le programme économique de la Nupes prévoit une relance extrêmement vigoureuse. Une politique contre-productive dans le contexte inflationniste actuel, selon l'économiste Sylvain Bersinger, du cabinet Asterès.



De nombreux commentateurs s'interrogent aujourd'hui : le programme économique de [Jean-Luc Mélenchon](#) et de la Nupes est-il réaliste ? La bonne question serait plutôt : est-il adapté à la situation actuelle ? Le soutien de l'économie par l'Etat via une hausse des dépenses

publiques (parfois appelé "relance keynésienne") est une politique utile dans les périodes de crise déflationniste. Lorsque l'économie est plongée dans une violente récession, que le chômage augmente et que les prix baissent, il est nécessaire de soutenir la croissance et l'emploi en augmentant les dépenses publiques, comme cela a été le cas à la suite de la crise de 2008 ou pendant la crise sanitaire, avec le fameux "quoi qu'il en coûte".

La situation de 2022 est cependant très différente. L'économie a fortement rebondi en 2021, le chômage a baissé, l'emploi a augmenté à un plus haut historique et, même si la guerre en [Ukraine](#) a cassé le rebond de la croissance, les risques d'une grave récession déflationniste semblent lointains. Au contraire, la France est aujourd'hui menacée par la flambée des prix. Dans cette situation, mener une importante relance budgétaire semble une mauvaise idée, car cela ne ferait que stimuler encore plus l'inflation (le blocage des prix proposé par la Nupes briderait la capacité productive des entreprises et risquerait d'aggraver le problème).

Le programme de la Nupes prévoit également une stimulation monétaire agressive qui consisterait, pour la BCE, à créer de la monnaie afin de racheter la dette publique qui circule sur les marchés financiers. Une telle mesure reviendrait à faire financer les déficits publics par la création monétaire, c'est-à-dire par la "planche à billets", une stratégie qui a peu de chance d'être acceptée par les autres pays européens et qui pourrait

déclencher une crise politique en Europe, d'autant plus que la Nupes prévoit de ne pas respecter certaines règles européennes.

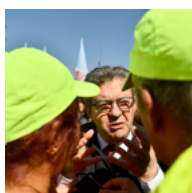
Une explosion des déficits publics et commerciaux

Ces dernières années, la BCE a mené ce type de politique, mais cela a été réalisé dans un contexte de très faible inflation et de nécessité de financer les mesures de soutien durant la crise sanitaire. Dans la situation inflationniste actuelle, faire "tourner la planche à billets" risque d'enflammer un peu plus la situation, en injectant plus de monnaie dans l'économie. Cette politique risque également de générer des hausses de prix des actifs, voire des bulles, comme cela a déjà été le cas ces dernières années. Une augmentation qui tend à creuser les inégalités de richesse (les ménages aisés en profitent plus, car ils ont plus de patrimoine), alors même que le programme de la Nupes prétend s'attaquer aux inégalités.

L'application de ce programme générerait une explosion des déficits publics et commerciaux, ainsi qu'une flambée de [l'inflation](#). La Nupes prévoit une hausse des dépenses publiques de 250 milliards d'euros par an et, d'après les détails du programme, une augmentation des recettes de 267 milliards d'euros par an. Ce chiffrage est très contestable puisque les effets macroéconomiques négatifs de la "révolution fiscale" de 205 milliards

d'euros, composée de hausses d'impôts et de luttes contre la fraude peu explicitées, semblent considérés comme inexistantes. La forte hausse des dépenses creuserait également le déficit commercial (biens et services) de 53 milliards d'euros par an d'après les estimations d'Asterès, soit environ un doublement du déficit actuel.

Sur le même sujet



["Fachos pas fâchés" : et si le lapsus de Mélenchon n'en...](#)



[Législatives : majorité absolue ou majorité relative, qu'est-ce...](#)



[Une majorité relative pour Macron ? Pour LR, un don du ciel...](#)

Enfin, la hausse des prix accélérerait vraisemblablement, alors même que l'inflation est déjà supérieure à 5 %. La hausse du SMIC à 1 500 €, l'accélération des salaires qui résulterait vraisemblablement d'une brutale relance budgétaire et la forte création monétaire de la BCE qui

rachèterait la dette publique, seraient autant de facteurs stimulant une inflation qui est déjà le principal problème de l'économie française, et pouvant aggraver les fins de mois difficiles.